

# Troisième conférence des Nations unies sur les pays en développement sans littoral

18-21 juin 2024 | Kigali, Rwanda | [Site web](#)

## Introduction

La troisième Conférence des Nations unies sur les pays en développement sans littoral (PDSL3 ou LLDC3 en anglais) se tiendra du 18 au 21 juin 2024 à Kigali, au Rwanda, au plus haut niveau possible (chefs d'État et de gouvernement).

L'objectif principal du LLDC3 est de finaliser et d'adopter le nouvel agenda de développement des LLDC pour la prochaine décennie, qui succédera au [programme d'action de Vienne](#) à partir de 2024.

Les participants seront issus des secteurs gouvernementaux et non gouvernementaux : pays en développement sans littoral, pays de transit, pays en développement et pays donateurs, organisations des Nations unies et autres organisations internationales, organisations de la société civile et autres parties prenantes.

Avant la conférence, des négociations sur le nouveau programme d'action se tiendront au siège des Nations unies en février et en avril/mai.

Voir ci-dessous pour plus de détails sur le processus préparatoire.

---

*"Nous devons accroître le soutien international et l'aide publique au développement en faveur des pays et des communautés qui en ont le plus besoin. Il s'agit notamment de **débloquer et d'exploiter les investissements, et de réformer l'architecture financière internationale** pour permettre un meilleur accès aux ressources.*  
[Dennis Francis, président de l'Assemblée générale,](#)  
**lors de la réunion ministérielle annuelle du groupe des pays en développement sans littoral 21 SEP 2023**

---

1. [Site officiel des Nations unies sur les pays en développement sans littoral](#)
2. [Fiche d'information sur les PDSL](#)
3. [Résolution 77/329 de l'Assemblée générale](#) : Modalités de la troisième conférence des Nations unies sur les PDSL
4. [Programme d'action de Vienne](#)
5. Document de synthèse : Réunion d'examen régional pour l'Afrique ([anglais](#) | [français](#))
6. Document final : Réunion régionale d'examen pour l'Amérique latine ([anglais](#) | [espagnol](#))
7. Document de synthèse : Réunion d'examen régional euro-asiatique ([anglais](#))

## PDSL - Événements, protagonistes et autres informations

### Les pays en développement sans littoral et leurs défis ont été abordés lors de plusieurs réunions récentes des Nations unies :

- [Réunion de haut niveau des PDSL lors de la conférence des Nations unies sur le changement climatique \(COP28\)](#), 2 déc. 2023
- [Événement conjoint de l'ECOSOC et de l'Assemblée générale, sur LLDC3](#), 7 déc. 2023

### Co-facilitateurs du comité préparatoire :

[Alexander Marschik, représentant permanent de l'Autriche](#) et [Enkhbold Vorshilov, représentant permanent de la Mongolie](#).

### Présidence des pays en développement sans littoral : Botswana

**Secrétaire général de la Conférence et Secrétaire général adjoint et Haute représentante pour les pays les moins avancés :** [Mme Rabab Fatima](#)

### [Rapports nationaux des PDSL](#)

**Accréditation des OSC, processus et Forum de la société civile :** [Les parties prenantes](#) concernées, y compris les ONG et celles qui n'ont pas de statut consultatif, peuvent être accréditées. Pour plus d'informations sur le Forum de la société civile, veuillez consulter [ce lien](#).

## LLDC3 - Processus préparatoire : Liaison

### ÉVÉNEMENT THÉMATIQUE EN AMONT DE LA CONFÉRENCE DE 2023

- 19 mai : Événement du Centre de réduction des risques : Renforcer la résilience et réduire les risques de catastrophes dans les pays en développement sans littoral
- 26-29 juin : Forum mondial pour le développement des exportations (WEDF)
- 26-29 juin : Réunion des points focaux nationaux des pays en développement sans littoral
- Autres événements pré-conférence à confirmer

### RÉUNIONS D'EXAMEN RÉGIONALES 2023

- 29 - 30 mai : Réunion d'évaluation régionale africaine
- 27-28 juillet : réunion régionale d'examen pour l'Amérique latine
- 22 - 23 août : Réunion régionale d'examen Asie-Europe

### PRÉPARATIONS NATIONALES 2023

### ÉVÉNEMENT CONJOINT DE LA PGA ET DE L'ECOSOC SUR LE SDG DEUXIÈME SEMESTRE 2023 RÉUNION MINISTÉRIELLE SUR LA CONNECTIVITÉ À YEREVAN, ARMÉNIE

### RÉUNIONS DU GROUPE CONSULTATIF INTERINSTITUTIONNEL (IACG) 2023-2024

- 2 réunions de l'IACG en 2023
- 2 réunions de l'IACG en 2024

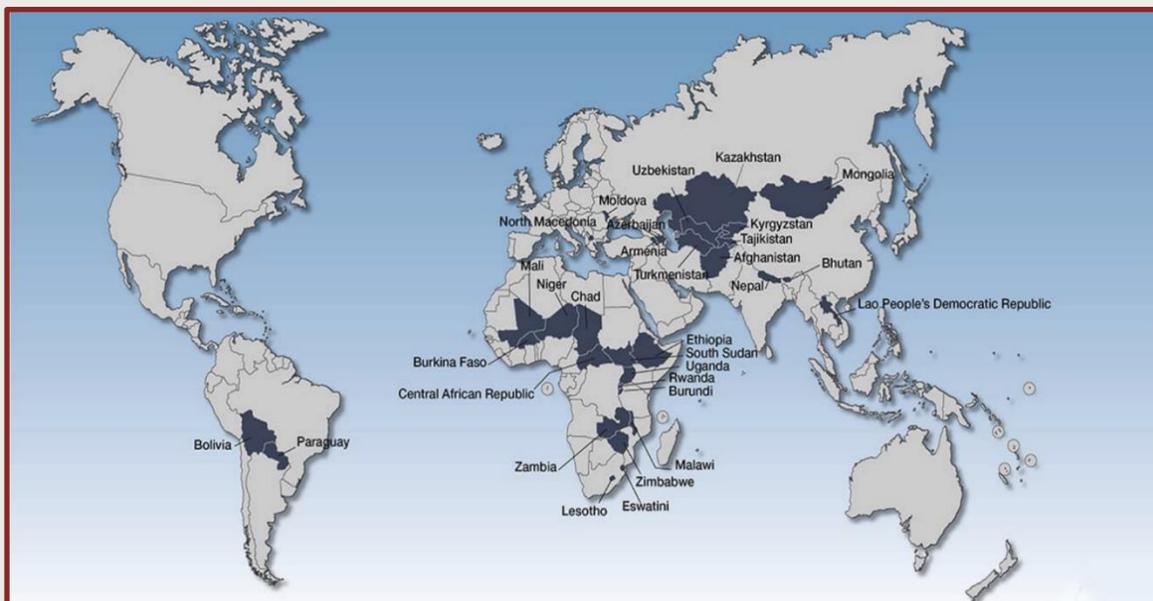
### SESSIONS DU COMITÉ PRÉPARATOIRE INTERGOUVERNEMENTAL 2024

- Du 5 au 8 février 2024 et du 29 avril au 1er mai 2024, New York

### AUTRES 2023-2024

- Processus intergouvernementaux pertinents
- Événements du secteur privé
- Événements Sud-Sud
- Événements et initiatives promotionnels et médiatiques
- Consultations informelles

### LLDC3, KIGALI, RWANDA 2024



### Carte des 32 pays en développement sans littoral

- \* 17 sont des pays les moins avancés sans littoral)
- \* 16 en Afrique,
- \* 12 en Asie,
- \* 2 en Amérique latine
- \* 2 en Europe centrale et orientale

## Réunion de haut niveau sur les PDSL lors de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP28) - 2 Décembre 2023

[UN webcast](#) | [Concept Note](#) | [Programme](#)

Une réunion de haut niveau organisée dans le cadre de la COP 28 s'est penchée sur les défis auxquels sont confrontés les pays en développement sans littoral.

[Informations générales](#) préparées par le Bureau de la Haute Représentante pour les pays moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (OHRLLS) :

*"La réunion de haut niveau des pays en développement sans littoral (PDSL) sur la vulnérabilité climatique unique des PDSL vise à mettre en évidence les défis urgents et spécifiques auxquels sont confrontés les pays en développement sans littoral (PDSL) dans le domaine du changement climatique... Pour relever ces défis, la réunion mettra l'accent sur l'impératif d'une action immédiate et substantielle. Il s'agit notamment de **mobiliser les ressources financières nécessaires pour soutenir les efforts d'adaptation et d'atténuation dans les pays en développement sans littoral, de respecter les engagements mondiaux en matière de financement de la lutte contre le changement climatique et de doter le Fonds des pertes et dommages d'un financement adéquat.***

La [note conceptuelle](#) de l'événement met l'accent sur les points suivants :

"Les pays en développement sans littoral disposent de ressources institutionnelles, humaines et financières limitées pour faire face aux défis posés par la crise climatique. Les effets de la pandémie de COVID-19 et les tensions géopolitiques ont encore réduit leur marge de manœuvre budgétaire et leur capacité à s'adapter au changement climatique".

Les pays en développement sans littoral **ont un besoin urgent d'accéder à des ressources adéquates, prévisibles et concessionnelles de la part de** la communauté internationale. L'engagement tant attendu de mobiliser au **moins 100 milliards de dollars par an pour le** financement de la lutte contre le changement climatique afin de soutenir la transition des pays en développement vers des modes de développement à faible émission de carbone et à l'épreuve du changement climatique est une nécessité urgente.

Un **équilibre 50/50 entre l'adaptation et l'atténuation** est d'une importance vitale pour les pays en développement sans littoral, et le financement de l'adaptation doit doubler d'ici 2025. Les pays en développement sans littoral ont également besoin d'un meilleur accès aux financements concessionnels et aux subventions. La Commission mondiale sur l'adaptation estime qu'un investissement de 1,8 billion de dollars entre 2020 et 2030 pourrait générer 7,1 billions de dollars d'avantages nets totaux.

Le **Fonds pour les pertes et dommages** doit être lancé rapidement et doté d'un capital suffisant pour aider les pays en développement sans littoral à faire face à leur vulnérabilité persistante face au changement climatique. Les besoins des pays en développement en matière de pertes et dommages sont estimés à 580 milliards de dollars par an d'ici à 2030, et à 1,7 billion de dollars par an d'ici à 2050. Ce fonds doit être lancé avec un financement adéquat lors de la COP28.

Les pays en développement sans littoral ont également besoin de **technologies abordables** pour renforcer l'adaptation dans les secteurs de l'agriculture et de l'eau, construire des infrastructures résistantes, en particulier des routes, et accélérer la transition énergétique. Ils ont également besoin d'un soutien au renforcement des capacités pour identifier et préparer des projets bancables afin d'obtenir des ressources financières pour les besoins d'adaptation au changement climatique et d'atténuation, ainsi que des capacités nationales pour suivre les progrès qu'ils réalisent en matière d'action climatique".

### Programme de l'événement PDSL3 de la COP 28

#### SÉANCE D'OUVERTURE

- Mokgweetsi Masisi, Président de la République du Botswana et Président des PMA
- Paul Kagame, président du Rwanda et pays hôte de la troisième conférence des Nations unies sur les pays en développement sans littoral
- Partenaire de développement
- António Guterres, Secrétaire général des Nations unies

#### DISCOURS D'OUVERTURE

- Simon Stiell, secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC)
- Dasho Sonam P. Wangdi, ancien secrétaire de la commission nationale de l'environnement du gouvernement royal du Bhoutan et ancien président des PMA à la CCNUCC.

#### DISCUSSIONS INTERACTIVES

- Discours des chefs d'État et de gouvernement et des chefs de délégation des pays en développement sans littoral et des pays partenaires de développement.

#### SESSION DE CLOTURE ET ADOPTION DES RESULTATS

- Mokgweetsi Masisi, Président de la République du Botswana et Président des PMA
- Rabab Fatima, secrétaire général adjoint et haut représentant et secrétaire général de la troisième conférence des Nations unies sur les pays en développement sans littoral

### DÉCLARATIONS à la COP28

**António Guterres,**  
**UN S-G**

"Nous devons **réformer l'architecture financière mondiale, profondément injuste, afin qu'elle soit plus représentative des pays en développement** et qu'elle réponde **mieux à leurs besoins**.

Nous avons besoin d'un **système financier international qui réponde aux besoins des pays en développement sans littoral** grâce à un **mécanisme efficace d'allègement de la dette** qui favorise les moratoires, l'allongement de la durée des prêts et la réduction des taux d'intérêt. Nous avons besoin que les institutions financières internationales **s'alignent pleinement sur l'Accord de Paris**.

Nous devons également augmenter la base de capital et **modifier les modèles commerciaux des banques multilatérales de développement afin qu'elles** mobilisent beaucoup plus de financements privés à des coûts raisonnables pour les pays en développement, et en particulier pour les pays en développement sans littoral.....

**Aucun pays en développement enclavé n'est un grand émetteur, mais les pays en développement sans littoral sont en première ligne des effets négatifs dévastateurs du changement climatique.** Je pense donc qu'ils ont l'autorité morale de dire aux grands émetteurs, c'est-à-dire aux **pays du G20 qui représentent 80 % des émissions**, qu'il est temps de réduire sérieusement les émissions afin que les pays en développement sans littoral aient une chance de ne pas être aussi dramatiquement affectés par les conséquences accélérées du chaos climatique".

**Sonam P. Wangdi,**  
**Ancien secrétaire de la commission nationale de l'environnement du Bhoutan**  
**(Orateur principal)**

"Les pays en développement paient déjà un prix élevé pour les **pertes et dommages**, et **nombre d'entre eux sont endettés ; le financement qui sera** nécessaire dans les années à venir pour faire face aux **pertes et dommages** est stupéfiant...".

Le seul espace de traitement spécial dans les accords sur le changement climatique est le terme "pays vulnérables", qui a différentes définitions et n'aborde pas le problème des pays en développement sans littoral. Il est donc impératif d'explorer les liens, la collaboration et les partenariats sous différentes formes entre les différents accords et forums multilatéraux afin de garantir que les **problèmes spécifiques des pays en développement sans littoral soient intégrés dans les priorités des différents accords multilatéraux...** Les pays en développement sans littoral ont besoin d'une aide urgente de la part de la communauté internationale pour faire face à la vulnérabilité au changement climatique. Cela inclut l'**assistance financière. Les pays en développement sans littoral ont besoin d'une aide financière** pour investir dans des mesures d'adaptation et d'atténuation du changement climatique, y compris les **pertes et dommages**. Il s'agit notamment de **financer le développement des infrastructures, les systèmes d'alerte**

**précoce, l'agriculture intelligente face au climat et les projets d'énergie renouvelable.** Le **transfert de technologie** est un autre domaine dans lequel les pays en développement sans littoral ont besoin d'accéder à des technologies et à un savoir-faire résistant au climat pour s'adapter aux effets du changement climatique. Ces technologies pourraient concerner la gestion de l'eau, les cultures résistantes à la sécheresse et les infrastructures résistantes au climat.

**Le renforcement des capacités** est un autre domaine dans lequel les pays en développement sans littoral ont besoin d'aide pour renforcer leur capacité institutionnelle à mettre en œuvre des politiques et des stratégies de lutte contre le changement climatique, y compris la formation des fonctionnaires, des organisations de la société civile et du secteur privé. Et, bien sûr, **l'allègement de la dette** est un domaine très important, car la plupart des pays en développement sans littoral ont un niveau d'endettement élevé, ce qui limite leur capacité à investir dans l'action climatique.



Rwanda

"Aujourd'hui, il est impératif que nous reconnaissons le **pouvoir des partenariats** pour faire face aux vulnérabilités climatiques uniques des pays en développement sans littoral... La communauté mondiale doit s'unir dans la solidarité, en formant des partenariats qui transcendent les frontières, les cultures et les économies. Nous devons nous **appuyer sur les cadres internationaux existants dans le cadre d'accords** visant à renforcer notre engagement collectif à lutter contre les vulnérabilités climatiques des pays en développement sans littoral. En harmonisant nos efforts, nous pouvons faire en sorte qu'aucun pays ne soit laissé pour compte dans la quête du développement durable.

**En outre, un financement adéquat et accessible** ainsi que le **transfert de technologies** et le **renforcement des capacités** sont essentiels pour soutenir les pays en développement sans littoral dans leurs efforts de résilience climatique".



Autriche

"Tout d'abord, il s'agit d'une **action multilatérale**, compte tenu de notre propre expérience en tant que pays enclavé.... Nous avons massivement **augmenté notre financement climatique** ces dernières années et atteint une contribution record de contrats de financement climatique en 2022, à la fois pour l'Autriche en particulier et pour l'Union européenne dans son ensemble. Nous avons également contribué à hauteur de 500 millions d'euros, tandis que l'Union européenne dans son ensemble a contribué à hauteur de 28 milliards d'euros et a mobilisé 11 milliards d'euros supplémentaires de financement privé en 2022. Deuxièmement, permettez-moi de souligner l'importance de la **science et de la recherche**... L'Autriche a été l'un des premiers États membres de l'UE à élaborer une approche stratégique du changement climatique.... Permettez-moi de vous assurer du soutien total de l'Autriche dans la mobilisation des partenaires de développement, des pays de transit ainsi que, comme nous l'avons entendu, du secrétaire général et d'autres partenaires, pour faire de la conférence un grand succès avec un document final ambitieux".



Lesotho

"Nous devons trouver des solutions durables et nous avons besoin d'un soutien immédiat. Nous exhortons les pays développés à tenir leur engagement de **mobiliser 100 milliards de dollars par an** pour les pays en développement. Dans les pays en développement sans littoral, cet argent servira à financer les efforts d'adaptation et d'atténuation qui nous aideront à protéger nos populations et nos écosystèmes.

Nous demandons aux partenaires de développement d'**alléger le fardeau de notre dette**, qui **est écrasante, afin de nous** permettre d'allouer des ressources à la lutte contre le changement climatique. En outre, nous cherchons à soutenir les **technologies agricoles intelligentes sur le plan climatique** afin de stimuler la productivité tout en réduisant au minimum les dommages causés à l'environnement.

En travaillant ensemble pour faire face aux vulnérabilités climatiques uniques auxquelles sont confrontés les pays en développement sans littoral, grâce à la collaboration et à des actions concrètes, nous pouvons assurer un meilleur avenir à nos nations. Il est temps que les pays en développement tiennent leurs promesses et donnent aux pays en développement sans littoral les moyens de faire face au changement climatique.



Zimbabwe

"**Des investissements plus importants dans les infrastructures transfrontalières** sont nécessaires pour remédier aux insécurités en matière de sécurité énergétique et aux coûts de transport élevés qui nuisent à notre compétitivité. Il faut débloquer un **soutien financier** et des **capacités techniques** précieux et **abordables** pour renforcer les efforts d'adaptation et d'atténuation.

C'est pourquoi nous continuons d'appeler **les pays développés du Nord à renforcer leurs partenariats pour faire face** à notre climat unique, à nos vulnérabilités et à notre action en faveur du climat.



Arménie

"Pour faire face à l'impact du changement climatique, il convient de mettre particulièrement l'accent sur la promotion des pratiques de production et de consommation **circulaires et de l'économie verte, ainsi que** sur la **promotion de la numérisation et de la connectivité**, compte tenu de l'ampleur du changement climatique et du fait qu'il affectera de nombreux domaines de la vie..... L'**adaptation** doit également se faire à plus grande échelle. Nous devons apprendre à nous adapter à la nouvelle réalité.



Éthiopie

"La prise en compte des vulnérabilités spécifiques des pays en développement sans littoral nécessite un effort collectif et le renforcement des partenariats existants, ainsi que la création de nouveaux partenariats afin de garantir une approche globale et coordonnée. [Il est également très important de reconnaître les défis spécifiques de ces nations pour s'attaquer aux causes profondes des vulnérabilités, notamment en **soutenant des mesures d'adaptation** telles que l'amélioration des systèmes d'alerte précoce, la promotion du **développement d'infrastructures durables**, la promotion de l'**accès à l'énergie durable**, l'intensification des efforts de **renforcement des capacités** et la **mobilisation des financements**, ce qui devrait inclure l'**allègement de la dette**, afin de garantir une transition juste et de partager les meilleures pratiques. À cet égard, nous devrions travailler ensemble dans le cadre de **partenariats et de collaborations** incluant le **secteur privé, afin de** pouvoir faire face à l'impact du changement climatique sur les pays en développement sans littoral et de contribuer à un avenir plus résilient et plus durable pour tous".

## Événement thématique conjointe de l'ECOSOC et de l'Assemblée générale à la veille de la conférence LLDC3

7 déc. 2023 | [Webcast de l'ONU](#) | [Note conceptuelle](#) | [Déclarations](#)

L'ECOSOC et l'Assemblée générale des Nations unies ont organisé un événement conjoint sur le thème "La route vers Kigali : un nouveau programme d'action pour les pays en développement sans littoral comme accélérateur de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030" :

"Relever les défis uniques des pays en développement sans littoral nécessite des politiques globales aux niveaux national, régional et mondial. Des investissements massifs dans toutes les formes d'infrastructure, des systèmes de transit robustes avec harmonisation et numérisation, des corridors de transport modernes et l'intégration régionale peuvent offrir aux pays en développement sans

littoral de nouvelles possibilités d'accès à la mer et de participation plus active au système commercial mondial".

Le développement d'infrastructures fiables et résilientes (ODD 9) est non seulement un objectif important de l'Agenda 2030, mais il a également des retombées importantes sur plusieurs autres ODD. Il est donc impératif d'accorder au financement des infrastructures l'importance qu'il mérite".

**Amina  
Mohammed,**  
Secrétaire  
général adjoint  
des Nations  
unies

"La troisième conférence des Nations unies sur les pays en développement sans littoral, accueillie par le Rwanda, approche et le programme d'action de Vienne pour les pays en développement sans littoral arrive à son terme.

Le rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre du programme indique clairement que **les progrès ont été lents ces dernières années** : cela est dû à une série de crises qui se chevauchent, des effets dévastateurs du COVID-19 à la guerre en Ukraine, qui ont entraîné une augmentation du **coût de la vie, des coûts d'emprunt plus élevés et un resserrement du financement**.

Nous savons que les **pays en développement sans littoral sont confrontés à des défis et à des vulnérabilités spécifiques** qui, comme le Secrétaire général l'a souligné à maintes reprises, sont trop souvent négligés par la communauté internationale.

Leur **éloignement des ports maritimes crée des obstacles à l'accès aux principaux marchés**. Les formalités frontalières sont souvent lourdes. Ils sont confrontés à des **contraintes d'infrastructure, à des problèmes de connectivité et à une fracture numérique**. Ils sont également en **première ligne du chaos climatique** : ils sont confrontés à la désertification, à la dégradation des sols, à des sécheresses prolongées, à une perte catastrophique de biodiversité et à une fonte rapide des glaciers.

Nos résultats montrent que l'enclavement **est une contrainte effective au développement**, car les pays en développement sans littoral sont à la traîne dans plusieurs dimensions du développement.

...un développement résilient, inclusif et durable au cours de la prochaine décennie... signifie **donner à ces pays un accès essentiel au financement des infrastructures, repenser les chaînes d'approvisionnement pour qu'elles fonctionnent pour eux, assurer l'éducation, les compétences et les opportunités pour les jeunes, en particulier les femmes, afin qu'ils puissent prospérer dans leur propre pays**.



**Cuba**

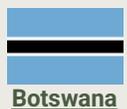
Au nom du G77

"L'impact négatif du changement climatique dans les pays en développement sans littoral a réduit la connectivité de l'infrastructure du groupe et imposé des défis supplémentaires. ....

Le groupe souligne que le **renforcement des capacités productives** des pays en développement sans littoral, la promotion de la valeur ajoutée et de la diversification des exportations, ainsi que la progression dans les chaînes de valeur mondiales, sont essentiels pour accroître leur potentiel commercial.

Il est nécessaire de promouvoir l'**intégration des pays en développement sans littoral dans le commerce mondial**, notamment par un soutien accru au **renforcement des capacités** et au **transfert de technologies** pour développer l'infrastructure numérique et les politiques de soutien au commerce électronique et à l'économie numérique.

Il est nécessaire de promouvoir les changements structurels, notamment en **intensifiant l'industrialisation** et en recourant davantage à la science, à la technologie et à l'innovation".



**Botswana**

"Premièrement, en vertu des dispositions de la partie 10 de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM), les pays en développement sans littoral jouissent de la liberté de transit à travers le territoire des États de transit. L'article 11 de l'accord de l'OMC sur la facilitation des échanges contient également des dispositions similaires. Depuis trop

longtemps, ces instruments juridiques sont en place, mais très peu de choses ont été réalisées. **Nous avons donc besoin d'une plus grande collaboration et de partenariats pour traduire ces dispositions en actions concrètes.**

Deuxièmement, nous avons besoin d'un **mécanisme de financement des infrastructures spécifique et adapté aux pays en développement sans littoral**, en nous appuyant sur les initiatives existantes pour combler le grave déficit de financement des investissements dans les infrastructures de ces pays. Le commerce international offre des opportunités extraordinaires aux pays en développement sans littoral. Cependant, notre part des exportations mondiales de marchandises n'est que de 1,1 %. Nous avons besoin d'un **traitement concessionnel et favorable en réduisant les droits de douane et les barrières non tarifaires**, et d'un **soutien accru au renforcement des capacités commerciales**, en particulier dans le domaine du commerce électronique et du commerce numérique, par le biais de l'aide au commerce. Nous avons également besoin d'un **programme de travail spécifique pour les pays en développement sans littoral au sein de l'OMC** afin d'accroître notre voix et notre participation au système commercial multilatéral".



**Tunisie**

Au nom du  
groupe africain

"Le groupe africain souhaite exprimer sa volonté de continuer à participer de manière constructive aux négociations sur le nouveau programme d'action, l'objectif ultime étant d'aboutir à une conclusion favorable aux pays en développement sans littoral.

Nous pensons que le **renforcement de la coopération Sud-Sud avec les pays en développement sans littoral** est d'une importance vitale en tant que moyen de diversifier les opportunités commerciales, d'augmenter les flux d'investissements étrangers directs et de coopérer en matière de transfert de technologie.



**Canada**

Au nom de CANZ

"CANZ s'engage à travailler avec les pays en développement sans littoral pour surmonter ces défis et saisir les opportunités de coopération dans des secteurs tels que l'énergie, l'éducation, les transports et les technologies numériques et de l'information et de la communication (TIC).

Nous continuerons également à donner la priorité aux investissements et aux partenariats qui ont le plus grand potentiel pour atteindre les **ODD**, notamment en comblant les écarts entre les sexes et en supprimant les obstacles à l'égalité des sexes.

L'action collective doit se concentrer sur la mobilisation de toutes les sources de financement du développement pour atteindre les ODD. Nos pays contribuent également au **Fonds pour les pays les moins avancés**, qui aide les pays les plus vulnérables, y compris les pays en développement sans littoral, à s'adapter aux effets du changement climatique".



**Côte d'Ivoire**

"Les pays en développement sans littoral ont davantage besoin de corridors de transport efficaces pour accéder aux marchés mondiaux et réduire les coûts de transit. À cet égard, il est essentiel de renforcer la collaboration avec les pays de transit et les partenaires internationaux.

Dans le domaine de la diversification et de l'industrialisation, il est nécessaire d'**encourager la diversification économique au-delà des secteurs traditionnels** et de promouvoir l'industrialisation pour accroître la résilience. En outre, il est essentiel d'investir dans la technologie, l'innovation et les industries à valeur ajoutée.

En ce qui concerne les capacités de production, il convient de mettre davantage l'accent sur celles qui sont locales, en particulier dans **l'agriculture, l'industrie manufacturière et les services**. Le renforcement de la résistance aux chocs extérieurs passe par l'autonomie et l'amélioration de la compétitivité.

En ce qui concerne les ODD, les stratégies de développement des PDSL doivent être alignées sur l'Agenda 2030 pour le développement durable. À cet égard, il est crucial de **donner la**

**priorité aux ODD liés à la réduction de la pauvreté, à l'éducation, à la santé et à la durabilité environnementale.**

En termes de résilience climatique, les pays en développement sans littoral confrontés aux effets du changement climatique, en particulier aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la pénurie d'eau et à la dégradation des écosystèmes, devraient axer leurs priorités sur les **mesures d'adaptation et la gestion durable des ressources**".



Kazakhstan

"Outre les désavantages géographiques, les nouveaux défis posés par les conséquences du COVID-19, le changement climatique, l'insécurité alimentaire et les tensions géopolitiques ont encore aggravé la vulnérabilité des pays en développement sans littoral. La **baisse des investissements, du commerce, des IDE, des envois de fonds, de la marge de manœuvre fiscale, l'augmentation du fardeau de la dette et la diminution des exportations en sont la preuve.**

En ce qui concerne l'approche régionale, j'aimerais souligner que les pays de la région d'Asie centrale, qui ont un contexte historique et géopolitique commun, sont confrontés à des défis similaires, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des ODD. C'est une raison décisive pour laquelle nous avons proposé d'accueillir à Almaty le Centre régional des Nations unies pour les objectifs de développement durable en Asie centrale et en Afghanistan. Cette idée bénéficie du soutien total de tous les pays voisins.

Nous devons renforcer l'approche **"Une seule ONU"**, améliorer la coordination des agences des Nations unies au niveau régional et promouvoir une meilleure coopération et une meilleure synergie entre les organisations internationales et les gouvernements d'Asie centrale et d'Afghanistan.



Lesotho

"Premièrement, le nouveau programme d'action doit veiller à ce que **les six domaines prioritaires du programme d'action de voisinage soient poursuivis** de manière à intégrer les nouveaux défis auxquels sont confrontés les pays en développement sans littoral, tels que ceux mentionnés ci-dessus.

Deuxièmement, le nouveau programme d'action devrait donc mettre l'accent sur la **restructuration de la dette**. De plus, afin d'atténuer les effets du changement climatique, la mise en œuvre du **fonds pour les pertes et dommages** reste une priorité. Le **financement de la lutte contre le changement climatique ne doit pas non plus être confondu avec une augmentation du financement de l'APD**. À cet égard, nous saluons la décision d'inclure la **crise du changement climatique** en tant que domaine prioritaire supplémentaire dans le programme d'action successeur pour les pays en développement sans littoral.

Troisièmement... nous devons identifier des propositions pratiques, innovantes, réalisables et concrètes susceptibles d'accélérer l'action dans les pays en développement sans littoral, qui devraient inclure des **investissements dans des secteurs productifs tels que les énergies renouvelables, l'exploitation minière, l'agriculture et la sécurité alimentaire, ainsi que les TIC**, conformément à l'Agenda 2063 de l'Union africaine et à l'Agenda 2030 pour le développement.

Quatrièmement, le nouveau programme d'action devrait mettre l'accent sur des **partenariats renforcés entre les pays développés et les pays en développement**, en mettant l'accent sur le **commerce et l'investissement, le transfert de compétences et le renforcement des capacités.**



Paraguay

"À cet égard, le Paraguay considère que le prochain programme d'action devrait non seulement insister sur les problèmes persistants auxquels notre groupe de pays est confronté, tels que le transit, le transport, la facilitation du commerce, le renforcement de la production de données et de statistiques et le financement des politiques publiques, entre autres, mais aussi aborder les défis mondiaux actuels, tels que le **changement climatique, les catastrophes naturelles et la mise en œuvre de nouvelles ressources technologiques**, entre autres.

**La mobilisation des ressources** continuera à jouer un rôle clé dans la mise en œuvre réussie du nouveau programme d'action pour les pays en développement sans littoral. Des ressources adéquates, tant **financières que techniques**, seront essentielles pour que nos nations puissent surmonter les obstacles inhérents à notre situation géographique sur la voie du développement durable".



Russie

"Dans le nouveau programme d'action, nous devons certainement continuer à nous concentrer sur les objectifs du programme d'action de Vienne, en les adaptant aux nouvelles réalités, aux nouveaux défis et aux nouvelles possibilités. L'accent doit rester mis sur la compensation de l'éloignement géographique des pays en développement sans littoral par rapport aux marchés mondiaux en construisant des **infrastructures de transit et de transport modernes, en développant les capacités logistiques, en simplifiant les procédures douanières, en augmentant les exportations, en diversifiant les économies et en utilisant rationnellement les ressources naturelles, en accédant aux TIC, en augmentant l'efficacité énergétique, en formant du personnel qualifié, en attirant des investissements étrangers** directs.....

De nouvelles solutions devraient se concentrer sur **l'obtention d'un financement réel et sur l'augmentation de la capacité des partenaires à soutenir les pays en développement sans littoral**. À cet égard, nous considérons comme particulièrement pertinente la proposition **d'augmenter le personnel du Bureau de la Haute Représentante**, ce qui permettra, entre autres, d'étendre les **programmes d'assistance technique aux pays en développement sans littoral**.